



ÉDITO

Petit retour sur les Élections Professionnelles du 1er au 8 Décembre 2022. Avec 31,78 % des voix, la CGT Finances Publiques 87 vous remercie du soutien et de la confiance que vous lui avez accordés. Notre priorité c'est vous, notre force c'est vous, nous sommes et serons toujours à vos côtés. Dans ce numéro, vous constaterez que les cadres ne vont pas battre en retraite. Vous verrez également que les mathématiques et nos élites ça fait deux... N'est ce pas Monsieur Attal? A ce propos, cher Gabriel, il semblerait qu'un boulier soit une bonne idée cadeau pour ce Noël. Et puis, cher(e)s amateurs de châtaigne, si vous passez chez le boulanger vous aurez peut-être l'honneur de ressortir avec une baguette emballée dans un sachet imprimé «la DGFIP recrute». Notre DG multiplie les pains alors que nous lui demandons de multiplier les emplois. Notre DG casse les services publics, qu'il se limite à casser la croûte et que dire du pain noir offert à tous les agents de la DGFIP à chaque repas... Mais pour notre DG, à défaut de baguette magique, il n'est jamais trop tard pour prendre de bonnes résolutions. Quant à vous agents de la DGFIP 87, c'est la période des vœux alors la Châtaigne vous en envoie de nombreux et vous souhaitez de bonnes fêtes de fin d'année et vous donne rendez-vous l'année prochaine.

Les cadres prêt·e·s à se mobiliser pour défendre leurs droits !

Alors que le gouvernement a mis à l'ordre du jour un nouveau report de l'âge de départ en retraite, les cadres sont très majoritairement en désaccord. Contrairement à la caricature individualiste souvent entretenue, les cadres sont prêt·e·s à se mobiliser collectivement pour défendre leur retraite. Le mécontentement au travail est particulièrement marqué pour les cadres femmes et fonctionnaires dont la qualification est la moins reconnue. Lorsqu'on les interroge sur leurs trois priorités dans le cadre de leur vie professionnelle, 67 % des cadres citent les salaires, + 14 points par rapport à 2021 ! 73% d'entre eux estiment que leur pouvoir d'achat a baissé en un an et 60 % déclarent vouloir disposer d'un droit d'alerte

dans le cadre de l'exercice de leurs responsabilités professionnelles. Chez les cadres, l'équilibre vie pro/vie perso est de plus en plus menacé (dans notre département le DUERP en est la preuve). 54 % des cadres disent travailler fréquemment durant leurs jours de repos, c'est le cas de 71 % des agents de la Fonction publique. L'augmentation de la charge de travail est à mettre en relation avec le développement du télétravail : le gain de temps de transport est absorbé par la charge de travail qui est en forte augmentation et par un temps de travail qui est moins encadré. La nécessité d'encadrer le télétravail et de mettre fin aux forfaits jours sans décompte horaire est confirmée. 58% des cadres (et 60 % des femmes) estiment que leur charge de travail a augmenté depuis l'année dernière. 42% des cadres travaillent plus de 45h par semaine (+ 5 points). Enfin, 69% des cadres souhaiteraient disposer d'un droit à la déconnexion effectif. Alors je sais pas vous, mais moi cadre ou pas cadre, en janvier je vais aller me faire entendre pour ne pas finir comme une châtaigne trop grillée après être restée trop longtemps en service... Je dis ça, mais plus il y aura salariés dans la rue, moins longtemps on aura besoin de se mobiliser. Une châtaigne seule ne peut pas grand-chose, mais toutes les châtaignes ensemble sont plus fortes.

Encore quelques chiffres :

- *82% des cadres souhaitent une réforme des retraites garantissant une pension au moins égale à 75 % du salaire de fin de carrière.
- *56% des cadres souhaitent une réforme des retraites qui rétablisse l'âge de départ à 60 ans avec une prise en compte des années d'études.
- *48% des cadres sont prêt·e·s à manifester et 42% à faire grève pour défendre leur retraite.

L'enquête a été réalisée en ligne du 23 au 31 août auprès d'un échantillon de 1.000 personnes représentatif de la population cadre, selon la méthode des quotas.



Les bons comptes font les bons amis :

Gabriel Attal, ministre des Comptes publics, a profité d'une intervention au Sénat mercredi 17 novembre, pour s'attaquer à la Mairie de Paris, comme le rapporte l'AFP le 21 novembre 2022. Le ministre indique « La réalité c'est que l'Etat est aux côtés de la ville de Paris, qu'il y a eu des recettes exceptionnelles en fiscalité cette année, un versement exceptionnel de 50 millions d'euros de recettes de TVA, il y a quelques semaines que la ville de Paris est d'ailleurs éligible au filet de sécurité [...], elle peut bénéficier d'un acompte de 15 millions d'euros. ». Mais visiblement la chambre régionale des comptes n'est pas du même avis et écrit dans un rapport « Au total, l'effet cumulé de la baisse de la Dotation globale de fonctionnement (610 millions d'euros), du renforcement de la péréquation (384 millions d'euros) et du manque à gagner sur l'évolution de la CVAE (190 millions d'euros) représentait pour la Ville une perte de recettes de 1,184 milliard d'euros en 2020. » Chaque perte de recette a été décidée par le gouvernement. Les 65 millions d'euros paraissent donc bien dérisoires face au 1,2 milliard d'euros en moins de 2020. Si c'est comme ça pour toutes les collectivités, va falloir reprendre les comptes Monsieur le Ministre...

La lettre au père Noël de la Châtaigne :

« Cher petit Papa Noël, par cette lettre je souhaiterais te dire que j'ai encore été très sage cette année, j'ai bien travaillé et me suis toujours bien comportée. Alors voici la liste que je t'adresse et j'espère que tu pourras faire le maximum pour moi. J'aimerais une augmentation de salaire et des pensions, 10 % ce sera le début du top, une baisse de 10 % de mon temps de travail aussi pour travailler 32h, j'aurai du temps pour m'occuper des petites châtaignes ou de faire mes courses sans toujours courir. Avec 10 % d'effectif en plus ça me permettrait d'avoir des cadences moins importantes et de retrouver de la sérénité dans mon travail. Ce sera pas mal aussi la retraite à 60 ans quand même. J'aimerais enfin avec le même salaire qu'un marron, un salaire égal pour un travail de valeur égale. Tu vois petit papa Noël, je ne demande pas la lune. Bon courage la nuit du réveillon, ne prend pas froid. Je t'embrasse, à bientôt. »

MEILLEURS VOEUX !

ET EN 2023 ON CONTINUE...



La Châtaigne d'Honneur :

La Châtaigne d'honneur de cette fin d'année est attribuée à Elisabeth Borne qui a déclenché pour la dixième fois, le 15 décembre 2022, l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter sans vote la loi de finances 2023 devant l'Assemblée nationale. Il est vrai que ce budget ne prévoit que « seulement » la suppression de 754 agents (et qui viennent s'ajouter aux 21906 emplois supprimés depuis 2010...). Mais en réalité il s'agit d'un trompe l'œil puisque concernant les agents en charge de la gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local le chiffre est de 990 agents. Ha oui et en passant, il a été décidé, ni vu ni connu, de relocaliser des emplois, fini le temps de la dé-métropolisation tant vendu par nos Directeurs... Avec tout ça, c'est en réalité 1352 emplois qui vont encore être supprimés dans les services de proximité et dégrader encore les conditions de travail des agents des finances publiques. En cette fin d'année, la Châtaigne ne vous dit pas merci Madame Borne pour votre cadeau...



Pratix

BULLETIN D'ADHESION

NOM : Prénom :
Service : N° de tél :
Grade : Echelon :
Temps partiel % : ☐ OUI ☐ NON

Adresse courriel de la section : cgt.ddfip87@dgfip.finances.gouv.fr

Site internet local : <http://www.dgfip.cgt.fr/87/>